



La crise de l'euro durera encore Longtemps

2012/39

13 | 09 | 2012



Marc De Vos
Directeur Itinera Institute

La Banque centrale européenne se lance dans le bain, avec toute la zone euro à sa suite, pour financer la dette des pays à problèmes, à condition que ceux-ci se soumettent d'abord à un plan d'assainissement européen. S'agira-t-il là d'un énième emplâtre sur une jambe de bois ou du début de la fin de la crise de l'euro ? Pour répondre à cette question, il faut bien comprendre ce qu'est la crise de l'euro. Ce qui a commencé comme un problème de financement pour la dette publique grecque s'est entre-temps mué en une multiplication de crises. La crise de l'euro est devenue une métaphore pour la superposition de plusieurs crises.

Il y a les dettes des pouvoirs publics au niveau national, régional et local. L'ère de la dette publique — amorcée avec les chocs pétroliers des années 1970 — vit ses derniers instants. Le moment est venu de payer l'héritage de la dette et de se débarrasser de l'addiction à la dette : première crise. Le potentiel économique des pays à problème du Sud, dopé ou masqué ces dernières années par le crédit, reste structurellement médiocre : deuxième crise. Les Etats-providence prodigues mis en place par l'Europe s'enlisent précisément au moment où le vieillissement requiert davan-

tage de moyens : troisième crise. L'Union européenne ne dispose pas de l'infrastructure nécessaire pour lutter adéquatement contre sa crise monétaire et doit se réinventer alors que le temps presse : quatrième crise.

Pour l'Europe, la crise de l'euro est devenue une crise politique existentielle : cinquième crise. Avec seulement une banque centrale limitée en tant qu'institution commune, la gestion de la crise européenne est une gestion permanente des conflits entre les dix-sept pays membres de la zone euro. Les intérêts natio-

“

L'Europe en fait certes toujours plus, mais c'est toujours « trop peu, trop tard », parce que la crise est aussi devenue toujours plus importante et plus complexe.

”

naux divergents sèment la suspicion entre les partenaires européens, qui usent de stéréotypes ethniques. La

machine européenne qui a été inventée pour unir les peuples européens est en train de les diviser sur la base de dissensions vieilles comme le monde. L'euro, qui devait couronner le projet européen, menace de le faire capoter. La monnaie, qui allait offrir une alternative européenne au dollar américain, ridiculise et marginalise l'Europe, tandis que la Chine et son yuan prennent leur envol.

Les pays de la zone euro ont bien entendu déjà pris des décisions importantes : un fonds de financement commun, des rééchelonnements de la dette pour la Grèce, entre autres, un pacte collectif visant à renforcer la discipline budgétaire, et l'amorce d'une union bancaire pour une plus grande stabilité européenne en cas de crise bancaire nationale. Aucune de ces mesures n'aurait été concevable sans la crise de l'euro. Mais aucune d'elles ne va assez loin : le fonds de secours est insuffisant, l'annulation

de la dette trop limitée, les mesures d'austérité trop unilatérales et donc économiquement auto-mutilantes, et l'union bancaire est une résolution sans effet immédiat.

”

L'Europe en fait certes toujours plus, mais c'est toujours « trop peu, trop tard », parce que la crise est aussi

devenue toujours plus importante et plus complexe.

Que faut-il alors pour conjurer définitivement la crise de l'euro ? Tout simplement une solution pour chacune des crises. Voulons-nous mettre en place un rééchelonnement géant de la dette, dont bénéficieront une nouvelle fois les banques en difficulté, imposer ensuite pendant une vingtaine d'années une discipline budgétaire de fer en vue d'éliminer progressivement l'héritage de la dette subsistant, et ménager pour toujours le budget ? Souhaitons-nous conduire la zone euro vers un niveau suffisamment comparable de développement économique, à savoir une opération de réforme économique et de transferts financiers du Nord au Sud de longue durée ? Voulons-nous purger la sécurité sociale et l'adapter à la réalité budgétaire et économique ? Souhaitons-nous échanger les querelles entre pays contre une puissance européenne centralisée dans des domaines cruciaux tels que le budget, la compétitivité et les impôts ?

Si la réponse à ces quatre questions est affirmative, l'avenir de l'euro est assuré et la crise politique européenne fera automatiquement un grand bond européen en avant. Si l'une de ces questions s'avère irréalisable, l'euro ne pourra pas être maintenu dans sa composition actuelle. D'énormes doses de solidarité européenne et de sacrifice

“

D'énormes doses de solidarité européenne et de sacrifice de souveraineté nationale sont donc nécessaires pour sauver l'euro. La nouvelle manœuvre de la BCE peut agir comme un catalyseur.

“

Si l'Italie et l'Espagne sont favorables à la proposition de la BCE et se soumettent à un contrôle européen stabilisant, le risque d'une sortie de la Grèce s'intensifierait sans aucun doute.

”

de souveraineté nationale sont donc nécessaires pour sauver l'euro. La nouvelle manœuvre de la BCE peut agir comme un catalyseur. Elle garantit des fonds européens pour les pays en difficulté, ce qui correspond à une solidarité européenne sans devoir opérer des choix déchirants à propos de transferts financiers entre pays. Cette manœuvre nécessite l'assujettissement à un assainissement européen, ce qui revient à une perte de pouvoir au niveau national, sans transfert de souveraineté formel.

Bref : la BCE se présente comme une voie détournée pour atteindre les mêmes objectifs par d'autres moyens. C'est précisément là que le bât blesse. Si le plan fonctionne, il jettera un pont sur une certaine période de crise, certes, mais ajournera également la reconstruction définitive de l'euro et pèsera sur celle-ci sous la forme d'un nouvel héritage monétaire. Si le plan ne marche pas, ou pas assez, le problème de la dette européenne acquerra une nouvelle dimension et la BCE deviendra une sorte de *Bad Bank* européenne. On sait entre-temps déjà ce qu'il en coûtera : la Banque centrale européenne s'érige clairement en acteur politique et provisoirement évincé l'orthodoxe Bundesbank allemande. Ce qui laissera des traces, surtout auprès de l'opinion publique allemande.

La BCE n'agit pas pour les pays qui survivent déjà grâce au fonds de secours européen. La partie de poker politique qui se joue entre les pays divisés, dont le coût du sauvetage ou de la faillite est l'enjeu, est sans merci. Dans le cadre de cette logique implacable, on s'attend donc à ce que les Grecs puissent disposer de davantage de temps et de moyens. En effet, l'Europe ne peut pas se permettre une faillite grecque avant que l'Espagne et l'Italie soient vraiment sous contrôle, sinon ces pays d'importance cruciale se retrouveraient automatiquement aux prises d'un violent incendie impossible à éteindre. Si l'Italie et l'Espagne sont favorables à la proposition de la BCE et se soumettent à un contrôle européen stabilisant, le risque d'une sortie de la Grèce s'intensifierait sans aucun doute.

C'est ainsi que la collision au ralenti du train baptisé crise de l'euro se rapproche avec une lenteur exaspérante. La BCE a pour la énième fois acheté plus de temps. La réussite finale de cet exercice de créativité monétaire dépendra de la faculté de reprise économique réelle et durable dans les pays problématiques. Quel que soit le scénario final, la crise de l'euro ne sera pas résolue avant des années. Et quel que soit le résultat final, tous les citoyens de tous les pays participants devront encore faire beaucoup de sacrifices et de concessions financières. Car ce qui est en jeu,

tout compte fait, n'est rien moins que le rôle de l'Europe pour les Européens dans le monde du 21^e siècle.

Marc De Vos, Directeur de l'Inera Institute, professeur à l'UGent.

Twitter **@devosmarc**

Pour une croissance économique et
une protection sociale durables